



Presse Internationale

mensuel – n°65 – février 2009 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

Le 11 janvier, dans les rues de Bruxelles...

60.000 personnes contre Israël



Aussi dans ce numéro :

Mouvement étudiant :
En Belgique et UE p.5

Forum Social Mondial :
Un monde socialiste est possible ! p.20

Venezuela
Encore des travailleurs
assassinés,
NON à l'impunité ! p.20

Accord
Interprofessionnel p.4

Grève
« sauvage »
à la Stib p.3

Crise mondiale
et alternative
ouvrière p.14

Dossier
Gaza

p.6

Déclaration de la LIT-QI
Antisionisme et antisémitisme
Bilan des manifs
Collaboration Belgique-Israël



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 22 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Silence: Israël massacre, l'Europe et la Belgique collaborent

Lors des massacres commis par Israël dans la bande de Gaza, les médias condamnaient la « disproportion » de l'attaque israélienne, mais, à part quelques déclarations, Israël a eu les mains libres durant trois semaines pour y opérer une destruction massive et l'assassinat de plus de 1.300 Palestiniens. Le but de Tsahal, une des armées les mieux équipées du monde, était manifestement de faire le plus de ravage possible dans la population de Gaza, enfermé dans une véritable prison à ciel ouvert. Israël a fait usage de phosphate blanc, a bombardé des abris où elle avait au préalable conduit la population, a commis des exécutions sommaires : des actes comparables à certains égards au massacre du Ghetto de Varsovie, perpétré par le régime nazi en 1943.

Le gouvernement belge veut nous faire croire qu'il a réagi « généreusement » en envoyant un avion médicalisé pour rapatrier quelques enfants palestiniens blessés, alors que la Belgique est une véritable plaque tournante, via l'aéroport de Bierset, de l'acheminement d'armes vers Israël. En plus du commerce de pierres précieuses, la Belgique envoie des armes pour tuer, et s'en lave les mains en soignant quelques survivants.

Le cynisme est à son comble quand l'Union Européenne, qui voulait en décembre rehausser ses relations avec l'Etat sioniste, même contre l'avis du Parlement, décrète inadmissible de dialoguer avec la direction de la résistance palestinienne, ou quand la communauté internationale exige une enquête sur l'*inadmissible* bombardement de bâtiments de l'ONU, comme si le bombardement des milliers de maisons et d'infrastructures de Gazaouis était *admissible*. De toute façon l'Europe attendra une enquête israélienne interne avant de demander toute enquête internationale... Bref, il s'agit de tout faire pour aider l'allié de l'impérialisme américain dans la région à s'en sortir. Et c'est également un appui politique direct de l'Europe quand Louis Michel, commissaire à

l'aide humanitaire, condamne fermement le Hamas qu'il juge avoir une grande responsabilité dans le conflit et accepte seulement de discuter avec le docile Fatah de Mamoud Abbas qui réprime les Palestiniens des territoires occupés, appuyé par l'armée israélienne. L'Europe n'accepte de discuter avec le Hamas que si celui-ci renonce à la violence, bref si les Palestiniens se laissent massacrer sans résister. Quand des minorités opprimées résistent, on parle de fanatisme religieux, mais le discours d'Israël pour justifier l'oppression d'un peuple n'est pas mis en question, et quand Obama prête serment sur la Bible en demandant que « dieu l'aide » dans sa mission, ou que Bush mène sa guerre contre l'axe du mal au nom de Dieu, il n'y a rien de suspect.

Alors que l'Europe et le gouvernement belge sont clairement du côté d'Israël dans ce conflit, ce n'est pas le cas du mouvement international de solidarité avec la population de Gaza. En effet, des dizaines de milliers de personnes à travers le monde sont descendues dans les rues pour dénoncer les crimes d'Israël et se solidariser avec le peuple palestinien. A juste titre, les manifestants ont identifié l'horreur perpétrée par l'Etat sioniste, comparable à celle de l'apartheid ou du régime hitlérien. A juste titre, ils soulignent l'exigence du Hamas, que seule la fin de l'Etat d'Israël pourra ramener la paix au Moyen-Orient.

Nous salons l'importante mobilisation en Belgique et appelons spécialement les syndicats à mobiliser les travailleurs pour empêcher toute transaction avec Israël, à mobiliser largement pour exiger que la Belgique et l'Europe arrêtent leur honteuse collaboration avec un Etat colonial qui usurpe la Palestine depuis 60 ans et massacre le peuple palestinien.

**Rupture des relations avec Israël !
Boycott Israël !
Vive la résistance
du peuple palestinien !**

Une grève « sauvage »

La presse a fait mention de la grève chez les chauffeurs de bus de la STIB ce 20 et 21 janvier. Elle la qualifie de « sauvage » et a surtout mis en avant les désagréments pour les usagers. Voici un petit récapitulatif de la lutte, et notre point de vue, sur base d'informations recueillies auprès des grévistes.

Une lutte entre direction et chauffeurs

Cela fait une vingtaine d'année que les chauffeurs de bus et de trams peuvent permuter leur parcours et leur horaire avec un collègue pour convenance personnelle, le jour même. Cela s'est toujours bien passé et a surtout permis de garder une certaine souplesse de ces horaires au profit de la qualité de vie de chacun. Le 30 octobre dernier, la direction annonce aux chauffeurs de bus que dans un délai de deux semaines elle interdira cette possibilité de permutation des horaires le jour « J », et l'avancera en « J-1 15h » au plus tard.

La réponse des travailleurs est catégorique, c'est le refus de laisser la direction démanteler une fois de plus les conditions de travail. La mobilisation fait reculer la direction : elle reporte l'échéance. Le temps passe, la direction veut gagner du temps... Le 10 décembre, celle-ci tente d'influencer ses agents avec des tracts : « *la permutation le jour « J » n'est pas un acquis* ». Elle annonce l'échéance du 5 janvier, précise que la permutation le jour « J » doit être désormais exceptionnelle, et demande de collaborer : « *nous comptons sur la responsabilité de chacun, d'avance merci pour votre compréhension et votre collaboration* ». Dans la foulée, pour tenter de convaincre les plus indécis,, elle annonce aux syndicats qu'elle « concède » de passer de « J-1 15h » à « J-1 18h ». Les travailleurs en ont assez. Bien décidés, ils se sont dit qu'il fallait passer à la vitesse supérieure. Des SMS appelant à la grève ont circulé, sans suivi... Le mécontentement a couvé quelque temps puis, un tract « Appel pour la grève », signé par « la base », a lancé le mouvement au dépôt de

Delta :

« Etant tous victimes des caprices de la direction et de sa détermination, nous proposons de partir en grève ce mardi 20 janvier pour exiger une augmentation de salaire et une amélioration des conditions de travail. Il faut que nous soyons nombreux mardi pour lancer la grève. Plus nous serons nombreux, plus notre mouvement sera fort. Nous voulons : 1. Augmentation de salaire ; 2. Amélioration des conditions de travail : temps de parcours/régulation (planchettes) ; 11 h minimum d'interruption entre deux services ; permutations / déclassements ; diminution des services coupés. Il faut que cette grève soit un succès. Tous à 4h30 au Dépôt. La base »

Les revendications vont clairement plus loin que le problème des permutations, elles ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. De 40% des bus à l'arrêt le matin, on est vite passé à 50% à midi, 60% le deuxième jour, 70% au dépôt de Jacques Brel. Le mouvement de grève a gagné clairement et rapidement en ampleur. Les chauffeurs étaient bien déterminés à lutter.

Le jour même, la direction a répondu pour casser le mouvement : puisque cette grève n'a pas fait l'objet d'un préavis officiel après l'échec de négociations, la grève est « illégale » et toute absence sera donc considérée comme injustifiée. Et comme tous les agents le savent bien, toute absence injustifiée de plus de deux jours peut conduire au licenciement sec, ce qui est écrit



officiellement dans le fameux « code 51 ». La direction générale emboîte le pas et lance un avis au personnel, « Avis de grève sauvage », dans laquelle elle pointe du doigt un « petit groupe », décrédibiliser les revendications, les méthodes, et appelle à revenir à la table de négociation « dans les prochaines semaines et les prochains mois »...

Malheureusement, après le deuxième jour de grève, la menace du code 51 est trop forte. Les chauffeurs ont du reprendre leur bus...

Des directions syndicales vendues au patron

Lors de la grève, une centaine de chauffeurs ont envahi les locaux de la CGSP pendant une assemblée des délégués. Tout d'abord priés par le permanent de sortir de la salle, la base est restée et a simplement et clairement demandé de reconnaître la grève (afin de pouvoir passer les deux jours de grève sans risquer le code 51). La réponse a été tout aussi claire que la question : « Non, c'est une grève illégale ». Ce jour-là, les trois syndicats font une déclaration commune dans laquelle ils appellent les agents à s'en remettre aux futures négociations, dans l'espoir d'étouffer la volonté des grévistes.

Les syndicats, et explicitement la CGSP devant la base, ont joué le jeu du patron. Ils ont trahi la cause de leurs affiliés et de l'ensemble des travailleurs. De plus, c'est un délégué proche des permanents qui a effrayé les grévistes avec la menace du code 51 dans le dépôt.

Que la direction et les médias décredibilisent une grève en la qualifiant de « sauvage » ou « illégale » est courant et dans l'ordre des choses, mais il est surtout plus inédit et remarquable que la combativité des travailleurs déborde la volonté des permanents et mette à jour, à la chaleur de la lutte, les vendus au patron parmi eux. Cette grève est courageuse et exemplaire dans ce sens.

Un renforcement certain

Suite aux deux jours de grève, la fierté et la dignité ont été le sentiment général parmi les chauffeurs. Certains sont déçus de n'avoir rien obtenu, d'autres de ne pas avoir été plus loin. Ce qui est sûr, c'est que la lutte a renforcé leur esprit de camaraderie et leur expérience pour les luttes à venir, que certains voient ne pas tarder...

Lors de la grève, la police est venue dans le dépôt de Delta pour bien s'assurer que le piquet ne bloquait pas la sortie des bus. La direction invoquait la liberté individuelle de travailler pour criminaliser la grève et l'action collective syndicale bien légitime et dans l'intérêt de tous les travailleurs.

Nous constatons de plus en plus régulièrement ce genre d'attaques patronales afin de détruire l'organisation spontanée, les actions syndicales et le droit de grève, et nous les déplorons.

Nous appelons à la plus large unité des forces progressistes syndicales, associatives et politiques afin de défendre notre droit à résister, à s'organiser et à faire grève, comme un droit démocratique essentiel.

Un accord interprofessionnel sur le dos des travailleurs

Discrètement, en pleine crise gouvernementale l'avant veille de Noël, l'accord interprofessionnel 2009-2010 est passé. Comme nous le disions dans notre déclaration spéciale (voir sur notre site), avec cet accord et, contrairement à ce que les sommets syndicaux promettaient, les travailleurs paient bel et bien la crise.

Les directions syndicales ont été unanimement pour le OUI. La FGTB à 68,7%, la CSC avec 82% et la CGSLB 86%. Officiellement, les syndicats devaient consulter leur « base ». En fait, ce ne sont que les permanents, ceux qui siègent dans les différents comités des centrales et autres régionales, qui ont eu le droit de vote. Avec les 11 jours de délai, entre le 11 et le 22 décembre, peu d'entre eux ont eu le temps de s'informer et d'évaluer le contenu réel de l'accord, et encore moins pour en discuter avec des collègues et lancer un réel débat. De plus, la pression « du haut » a été certaine. Anne Demelenne, la secrétaire générale de la FGTB, argumentait que « *si l'on touche à un élément de l'accord, c'est tout l'accord interprofessionnel qui risque d'être mis en péril* ». Une fois voté, les grands pontes de la FGTB et de la CSC ont déclaré vouloir voir appliquer cet accord le plus vite possible (dès le 1er janvier dans le



cas des socialistes)...

Quel est le travailleur de base qui a été réellement informé du contenu de l'accord ? Quel débat a-t-il été organisé par les syndicats, ne fut-ce qu'avec ses affiliés ? Les dirigeants syndicaux ont bien trahi une fois de plus l'intérêt des travailleurs, et tant que possible, dans leur dos.

La grève dite « sauvage » à la STIB, comprenez la grève non reconnue pas les syndicats, démontre une fois de plus que les travailleurs peuvent déborder les bureaucrates. Que cette lutte soit un premier exemple pour cette nouvelle année !

Stop aux cadeaux aux patrons !

Plus d'argent pour de nouveaux emplois dans les services publics et pour la collectivité !

Des emplois pour tous !

Réduction du temps de travail avec maintien des salaires et embauche compensatoire !

La fusion des universités catholiques : une étape dans la privatisation de l'enseignement supérieur en Europe

Le 27 octobre dernier, une manifestation a rassemblé 800 étudiants de l'UCL contre le projet de réforme proposé par le rectorat. Par la suite, une réunion d'information organisée par l'AGL – Assemblée Générale des étudiants de Louvain – a réuni une centaine de personnes. Mais qu'est ce que ce plan de fusion des "universités catholiques" dans le cadre des grands bouleversements de la réforme de Bologne ?

Le projet de fusion des universités catholiques n'est qu'une étape dans le plan européen de concentration de l'enseignement supérieur en « pôles universitaires » visant la privatisation. Ce plan, concocté à partir de la Conférence ministérielle de Bologne en 1999, est actuellement ratifié par 46 pays, mais est appliqué de façon échelonnée dans ces différents pays, ce qui empêche une réelle unification des luttes contre lui. En 2004, une réforme a commencé à être appliquée en Belgique francophone. Sous le couvert de la reconnaissance internationale des diplômes et de la possibilité de poursuivre une formation à l'étranger, toutes les études universitaires sont passées à cinq ans : 3 ans de baccalauréat et 2 ans de master, ce qui met fin au cycle de 4 ans (2 de « candidature » et 2 de « licence ») sans pour autant augmenter le financement public. Dans le même temps, les étudiants ont vu des programmes se fermer et le choix général de cours se réduire. On augmenta le poids des cours restant, mais sans en améliorer l'encadrement.

Un enseignement au service du marché

Le « Modèle unique européen » de baccalauréat et master vise en premier lieu - évolution technologique oblige - à offrir au « marché du travail » le personnel nécessaire : une formation au-delà de l'enseignement secondaire, mais tout de même réduite aux besoins des tâches de routine dans l'industrie. Ce n'est qu'après ce baccalauréat que s'ouvre la vraie formation universitaire, réservée alors à une petite élite.

C'est à partir de ce décret Bologne de 2004 que « la boîte à outils décrétable a été régulièrement enri-

*chie pour stimuler les fusions et rapprochements entre universités et hautes écoles »*¹.

On nous parle d'excellence, de mobilité internationale, d'une meilleure spécialisation. Ces mots cachent mal une autre réalité, où il est question de « pôles de compétitivité » et de « rationalisation », et où une éducation de qualité, gratuite, et accessible à tous, n'a plus sa place. L'enseignement devient un bien proposé par des entreprises en compétition et acquis par des consommateurs.

Dans cet environnement compétitif, le financement public devient insuffisant et le recours au financement privé de plus en plus nécessaire. Seule une minorité d'établissements seraient alors capables de s'en sortir, ceux qui se trouvent déjà dans une position favorisée. Comme partout dans le monde capitaliste, la compétition mène à la concentration, et la grande majorité des universités doivent se concentrer sur les « filières porteuses » pour les exigences immédiates de la production, au détriment d'un enseignement complet et de qualité. Il s'agit de « *placer du capital dans une fabrique de leçons, comme on le ferait pour une fabrique de saucissons* »². Le recteur de la UCL ne cache d'ailleurs pas sa préoccupation pour la demande des « milieux de l'emploi ».

Ce souci de « compétitivité » affecte aussi directement le personnel, soumis à des évaluations et des exigences de « productivité » souvent de court terme.

S'organiser pour la lutte

On nous présente ces réformes comme « inévitables », si ce n'est comme « dictées par l'Europe ».

Il est vrai qu'il s'agit d'une politique de la bourgeoisie au niveau

européen appliquée avec conviction par tous les gouvernements nationaux. Mais elle va contre les intérêts des étudiants, du personnel et de tous les travailleurs dont les enfants se voient limiter l'accès à une formation de haut niveau. C'est pourquoi, la lutte unie contre ces réformes doit s'organiser dans toutes les universités d'Europe. Et d'autre part, cette lutte doit unir tous les intéressés dans le même camp : les étudiants, les enseignants, le personnel et en dernière instance toute notre classe.

La résistance s'organise dans différents pays. En France, une grève unitaire générale et illimitée de l'enseignement supérieur a commencé le 2 février dernier, en Italie on lutte contre la réforme Gelmini. La mobilisation bat aussi son plein en Espagne et en Grèce. A nous de nous organiser en Belgique aussi. Une occasion à ne pas manquer sera la réunion des ministres de l'enseignement supérieur européen qui se tiendra les 28 et 29 avril prochains à Leuven et à Louvain-La-Neuve.

**Retrait immédiat
du plan du recteur !
Non à Bologne et la privatisation
de l'enseignement !
Pour une cogestion de l'université
par ses étudiants et travailleurs !
Pour une université publique,
gratuite et accessible à tous !**

¹ Marie-Dominique Simonet, la ministre cdH de l'Enseignement supérieur - Le Soir 30.01.2009

² K. Marx, Chapitre inédit du Capital : Résultat du procès de production immédiat, 1867

Le peuple palestinien est toujours vivant et il résiste les armes à la main

Que s'est-il passé à Gaza du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009 ? Deux versions des faits s'opposent : d'une part, la fiction de la bourgeoisie impérialiste et de ses laquais et d'autre part, la réalité du terrain et de la lutte des classes. Si on en croit la presse au service du capital, nous avons assisté à une guerre. Une guerre juste puisqu'elle visait à garantir la sécurité de la seule démocratie du Proche-Orient, Israël. Les avis étaient unanimes d'un bout à l'autre du monde occidental pour soutenir le droit d'Israël à garantir la sécurité de ses citoyens et dans le même temps pour condamner le Hamas et ses tirs de roquettes. Un retour sur les « événements » de ces dernières semaines s'impose pour y voir un peu plus clair.

Élections et sanctions

En janvier et en mai 2005 ont eu lieu des élections locales dans la Bande de Gaza. Le Hamas y a remporté la majorité des sièges. Fin janvier 2006, lors des élections législatives palestiniennes, le Hamas est de nouveau arrivé en tête. Le peuple palestinien s'est exprimé de manière démocratique mais malheureusement pour lui sa vision de la démocratie ne correspondait pas à celle de l'Occident. L'UE a immédiatement sanctionné les Palestiniens en bloquant son aide financière. Les Palestiniens étaient punis pour avoir porté au pouvoir des « terroristes ». Dans la Bande de Gaza, le Hamas avait frôlé les 50%, atteignant même 56% à Gaza-Ville notamment.

Mais les Occidentaux ne voulaient pas du Hamas, qu'il soit seul ou allié au Fatah. Ils ont donc tout mis en œuvre pour que le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas et son parti, le Fatah, se retrouvent seuls aux commandes. Pourquoi ? Pour la simple et bonne raison qu'Abbas était un collaborateur zélé du régime israélien, un traître à la cause palestinienne.

Le Hamas, quant à lui, s'est retrouvé à l'avant-garde de la résistance palestinienne parce qu'il a refusé de reconnaître Israël et de collaborer avec son gouvernement de terreur. D'autre part, c'est lui qui s'occupe des problèmes quotidiens des Palestiniens, alors que l'appareil du Fatah est gangrené par la corruption et le clientélisme.

Trêve et blocus

En juin 2007, une lutte armée s'engage entre le Hamas et le Fatah dans la Bande de Gaza. Le Hamas

remporte la victoire et prend le pouvoir. En réaction à la défaite de son allié, Israël impose un blocus sur la Bande de Gaza. La résistance palestinienne riposte par des tirs de roquettes. Un an plus tard, le 19 juin 2008, le Hamas et Israël signent un cessez-le-feu en échange de la fin du blocus israélien, de l'ouverture du point de passage de Rafah entre la Bande de Gaza et l'Égypte et de la fin des tirs de roquettes sur les villes israéliennes.

« Nous avons détruit la moitié de Gaza et tué des centaines de terroristes. Qui osera nous chercher des noises maintenant ? »

Tzipi Livni,
en campagne électorale pour
Kadima, qui a gagné les élections
(Le Soir 12.09.2009)

Cette trêve ne sera jamais vraiment respectée. Israël maintient son blocus et, à partir du mois de septembre 2008, l'Égypte ferme le point de passage de Rafah. Voulant à tout prix une escalade de la violence, l'armée israélienne assassine le 5 novembre six palestiniens dont des membres du Hamas. Comme prévu cela entraîne des tirs de roquettes en représailles. Le 20 décembre, à l'expiration du cessez-le-feu, le Hamas juge inutile le renouvellement de la trêve puisque les conditions (levée du blocus, ouverture du point de passage de Rafah) ne sont pas respectées. Les 23 et 24 décembre, Israël tue trois résistants palestiniens.

Opération « Plomb durci »

Le 27 décembre 2008, l'armée israélienne commence l'opération « Plomb durci ». De quoi s'agit-il ? D'un massacre en bonne et due forme des palestiniens de la Bande de Gaza ! La première phase de l'opération est constituée de raids et de bombardements aériens. Les avions israéliens détruisent les infrastructures de la Bande de Gaza. Le 3 janvier 2009, Israël enclenche la deuxième phase de son opération de nettoyage ethnique, l'offensive terrestre. Des milliers de soldats, ainsi que des chars et de l'artillerie mobile s'enfoncent dans le territoire palestinien, soi-disant à la recherche des « activistes » du Hamas. Le 18 janvier, Israël décide un cessez-le-feu unilatéral. Quelques heures plus tard, le Hamas annonce à son tour un cessez-le-feu.

Venons-en maintenant au bilan de ces trois semaines d'agression. Du côté palestinien, il y a eu environ 1400 morts (dont 400 enfants) et 5500 blessés (dont 1900 enfants). Israël a perdu 10 soldats et 3 civils. Qui plus est, il est certain que de nombreuses autres victimes gisent sous les décombres. Comme on le voit, il apparaît tout à fait hors de propos de parler de « guerre ». Il s'agit d'un massacre, celui des Palestiniens de la Bande de Gaza.

Mais l'armée israélienne ne s'est pas contentée de tuer des gens, elle s'en est prise également aux infrastructures. Environ 4000 habitations ont ainsi été détruites. La haine des sionistes s'est avérée sans limites : regroupement de civils dans des maisons et bombardement de ces maisons, tirs sur les ambulances, sur

les hôpitaux, sur des bâtiments de l'ONU, sur un immeuble de la presse, sur des écoles, sur des mosquées, etc. Rien n'a échappé à leur folie meurtrière.

Pour être sûrs de faire un maximum de dégâts et pour montrer à quel point ils sont certains de leur impunité, les sionistes n'ont pas hésité à employer des armes interdites par les lois internationales. Des obus au phosphore blanc ont été largués sur les Palestiniens, qu'ils soient civils ou résistants. L'armée israélienne en a profité également pour expérimenter de nouvelles armes. Il s'agit des DIME (Dense Inert Metal Explosives), des armes qui brûlent et détruisent tout dans un rayon de 4 mètres.

Impunité

Face à tant d'horreurs, on serait en droit d'attendre une condamnation unanime de la part de la « communauté internationale » et des sanctions exemplaires à l'égard d'Israël. Il n'en a rien été, bien au contraire. Israël a reçu le soutien total de tous les gouvernements occidentaux, des USA à l'UE, tous affirmant son droit à se défendre et à garantir la sécurité de ses citoyens. De plus, chaque soutien était accompagné d'une condamnation de l'attitude « irresponsable » des « terroristes » du Hamas.

On pourrait se consoler en se disant que les Palestiniens auront au moins reçu le soutien des dirigeants des pays arabes. Rien de tout cela, bien évidemment. Ces dirigeants ne sont que des marionnettes au service de l'impérialisme américain. La place de traître-en-chef revient de droit à Hosni Mubarak, le président égyptien et à son soutien sans faille au gouvernement sioniste dans sa lutte pour exterminer les Palestiniens.



Ehud Olmert - George W. Bush - Mahmoud Abbas

Mais l'ennemi se trouve également à l'intérieur du camp palestinien. Il s'agit du gouvernement de collaboration dirigé par le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Sa soumission aux diktats américains et israéliens semble n'avoir aucune limite. Un exemple parmi des centaines d'autres est la répression des manifestations de solidarité qui ont eu lieu en Cisjordanie. Cette répression a été menée par les forces d'Abbas.

La résistance palestinienne

Il est important de souligner que malgré la présence de traîtres et de collaborateurs, le peuple palestinien continue son combat héroïque. Et cette lutte prend la forme d'une résistance armée.

Aujourd'hui, la résistance est dirigée par le Hamas qui a été porté à ce poste par le peuple palestinien lui-même. Nous avons beaucoup de divergences politiques avec le Hamas, mais notre soutien à la résistance palestinienne est un soutien à la résistance comme elle se présente aujourd'hui, c'est-à-dire dirigée par le Hamas, qui n'a rien d'un groupe terroriste comme veulent nous faire croire les médias, mais qui est la

direction d'un mouvement de masse dont le centre du programme est actuellement la lutte contre l'Etat sioniste, une lutte que nous soutenons sans réserve.

Il est également intéressant de constater que dans nos médias l'on ne parle jamais des autres composantes de la résistance. Et surtout pas si ces composantes sont laïques et ne combattent pas au nom d'un quelconque dieu. En effet, le Hamas ne combat pas seul. Il y a un front de toutes les organisations palestiniennes pour combattre l'armée sioniste. Et parmi ces organisations se trouve entre autres le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), une organisation de gauche et laïque.

Solidarité internationale

Le peuple palestinien n'est pas seul dans son combat contre l'Etat sioniste d'Israël. Les masses du monde entier sont à ses côtés. Et elles l'ont prouvé en descendant dans la rue un peu partout sur la planète à l'occasion de nombreuses manifestations de soutien à la cause palestinienne. Et même à l'intérieur d'Israël, des manifestants se sont opposés à la boucherie perpétrée par leur gouvernement. (Voir l'article dans cette édition.)

Le droit à l'autodétermination des peuples est un droit fondamental au sujet duquel il ne peut y avoir de discussion. Qu'Israël le veuille ou non, les Palestiniens continueront à revendiquer ce droit et à s'organiser pour le mettre en application.

La paix tant voulue dans la région ne pourra être atteinte qu'avec la destruction de l'Etat d'Israël et la création d'un Etat palestinien laïque, démocratique et non raciste.

**Droit à l'autodétermination du peuple palestinien !
Soutien inconditionnel à la résistance palestinienne !
Destruction de l'Etat terroriste d'Israël !**

Ils ne sont pas parvenus à en finir avec la résistance palestinienne!

Pour une campagne permanente pour le boycott, jusqu'à obtenir la destruction de l'Etat d'Israël !

Voici une Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

La LIT-QI salue l'héroïque peuple palestinien de Gaza pour avoir obtenu le départ des troupes de l'armée de terre d'Israël sans qu'elles soient parvenues à mettre un terme à la résistance.

La lutte a été inégale, la résistance a combattu une des armées les plus puissantes du monde. Nous voyons maintenant en détails la brutalité de l'agression subie. Plus de 1300 morts, des milliers de blessés, 4000 habitations et infrastructures de base détruites, 15% des habitations endommagées, des champs et des animaux passés à la trappe, tout cela démontre que l'objectif d'Israël était le génocide de la population de Gaza. L'armée d'Israël ne s'est même pas arrêtée face aux refuges de l'ONU, aux écoles ou aux hôpitaux. Ces images resteront pour toujours dans nos mémoires, les images de centaines d'enfants assassinés par la machine nazioniste, des images qui sont les mêmes que celles de l'horreur produite par Hitler dans le Ghetto de Varsovie ou dans les camps de concentration. Pour assassiner quelques dirigeants du Hamas ou du gouvernement de Gaza, les troupes sionistes détruisaient tout ce qu'ils trouvaient. Dans le but de minimiser les pertes dans leurs propres troupes ils bombardaient tout bâtiment qui pouvait cacher un possible danger. Toute cette destruction, toute cette souffrance mise en oeuvre, ne leur a pas servi à faire plier la résistance palestinienne.

L'impossibilité de contrôler territorialement la bande de Gaza, ainsi que les mobilisations croissantes partout dans le monde, ont conditionné la sortie des troupes israéliennes. Le délai pactisé avec les Etats-Unis pour développer l'offensive arrivait jusqu'à l'investiture d'Obama. Le nouveau président des Etats-Unis ne pouvait pas commencer son mandat avec les bombes en train de tomber sur les enfants pales-

tiens.

Les mobilisations contre Israël

Les illusions qui ont accompagné l'investiture de Barack Obama ont fait qu'Israël a obtenu pour un temps l'exclusivité de la haine mondiale des masses. La compréhension qu'avait obtenue l'Etat de l'Israël depuis sa création, par l'utilisation de l'Holocauste vécu par les juifs pendant le nazisme, a pris fin. Ces dernières années, Israël dispose de l'appui honteux de secteurs « de gauche » qui ont défendu son existence avec la politique des « deux Etats ».

Les mobilisations massives qui ont eu lieu, en particulier dans plusieurs pays européens et surtout dans l'ensemble des pays arabes, nous rappellent les multitudes qui se mobilisaient contre la guerre en Iraq. A cette occasion, les mobilisations de millions de personnes en Europe et aux Etats-Unis avaient comme orientation centrale la paix.

Ici, un pas de plus a été franchi, étant donné que l'orientation centrale a été depuis le début contre l'agression israélienne. La campagne pour renvoyer les deux camps dos à dos, que l'impérialisme dans son ensemble, depuis son aile sociale-démocrate jusqu'à l'extrême droite, a essayée depuis le premier jour, a échoué.

Dans les pays arabes, les mobilisations ont en outre dévoilé un autre danger pour l'impérialisme. Celles-ci, chaque jour plus massives, avaient lieu en outre contre les gouvernements qui sont les alliés de l'impérialisme, parce qu'ils permettaient le massacre israélien. Malgré la dictature de fer, le gouvernement de Mubarak pouvait être renversé si l'offensive israélienne continuait. (L'Egypte est le second pays au monde parmi les bénéficiaires d'aide militaire des Etats-Unis.)

Obama n'a pas eu de cadeau, c'est l'heure de la patate chaude

Le succès d'une victoire impérialiste, avec la capitulation de la résistance, qu'on espérait offrir en cadeau de début de gouvernement à Obama, n'est pas arrivé, et celui-ci devra s'occuper d'essayer d'obtenir avec les négociations ce qu'il n'a pas obtenu avec les armes israéliennes.

Le Hamas, qui s'est mis à la tête de la résistance et l'a dirigée, a l'occasion d'envoyer Abbas et toute la direction traître du Fatah à la pouille de l'histoire. Les gouvernements impérialistes européens, réunis avec Mubarak et Abbas, ont fourni une issue pour Israël quand ils ont vu que sa victoire militaire était impossible. Le chemin qu'ils cherchent est celui de mener le Hamas à la table des négociations et à la collaboration avec l'ANP. De cette façon, ils reconnaissent le Hamas comme interlocuteur, quand jusqu'à présent ils l'ont considéré comme une organisation terroriste, mais ils essaient aussi de sauver la marionnette d'Israël, Mahmud Abbas, ou au moins le reste de la direction du Fatah, pour que celle-ci puisse continuer à fonctionner comme gouvernement collaborationniste avec Israël.

Pouvait-on mettre un terme plus tôt au massacre à Gaza ?

Nous croyons que oui, mais pour cela il était nécessaire que ceux qui avaient les plus grandes possibilités d'intervenir le fassent. Le Hezbollah avait été capable de mettre en échec Israël en 2006, en faisant face à son invasion au Liban. Nous ne sommes pas au courant de tout le soutien que le Hezbollah a donné à la résistance palestinienne pendant ce mois. Il est probable que ce soutien a été important. Les déclarations de son chef Nasrallah contre Israël et l'appel à renverser Mubarak quand celui-ci ne voulait pas ouvrir la frontière aux habitants de Gaza, les mobilisations de masses qu'il a promues au Liban, tout cela sont des faits, dont les Pa-

lestiniens vont toujours le remercier. Toutefois, nous savons aussi que la direction du Hezbollah a interdit à ses miliciens d'attaquer Israël en ouvrant un nouveau front qui aurait avancé la défaite d'Israël. Cette direction n'a même pas permis aux réfugiés palestiniens de s'armer et de combattre depuis le Liban contre ceux qui massacraient leurs frères.

Nous formulons cette critique au Hezbollah, une critique que nous pouvons étendre au gouvernement iranien, parce que ce sont ceux qui, jusqu'à aujourd'hui, refusent de reconnaître l'Etat d'Israël. Le reste des gouvernements de la région sont soit des complices directs d'Israël, soit en négociations particulières avec Israël comme c'est le cas pour la Syrie.

Le Hamas, pour sa part, a le mérite d'avoir dirigé la résistance, mais il aurait dû appeler tout le peuple arabe à se soulever contre l'agression, la seule garantie pour en finir avec l'Etat d'Israël.

Continuer la mobilisation internationale jusqu'à mettre un terme à toute agression israélienne

Israël ne peut pas contrôler la Bande de Gaza mais cela ne va pas l'empêcher de continuer à massacrer la population palestinienne. Nous avons déjà vu comment, en Iraq ou en Afghanistan, les troupes impérialistes continuent à réaliser des bombardements et des massacres dans les zones qu'elles n'ont pas été capables de contrôler militairement. Nous pouvons nous attendre à Gaza à une situation semblable. Durant les dernières années, les bombardements « sélectifs » israéliens avaient tué plus de Palestiniens que l'actuelle guerre de 22 jours. Le blocus d'aliments, de combustible et de médicaments tue lentement la population de Gaza. Les bombardements sionistes disparaîtront maintenant des grands médias de communication « occidentaux » mais l'agression et le génocide contre les Palestiniens continuera.

Pour cela, la LIT-QI appelle à

continuer la mobilisation internationale jusqu'au retrait complet des troupes de toute la Bande de Gaza, la fin des attaques aériennes, la levée totale du blocus et l'ouverture des postes frontaliers.

La destruction d'Israël plus proche

La barbarie israélienne dans la Bande de Gaza a démontré encore une fois que tous les millions de dollars et tous les systèmes sophistiqués de l'armée sioniste ne suffisent pas pour mettre en échec le peuple palestinien qui combat pour sa survie. La mobilisation internationale a frappé très fort l'Etat d'Israël. Les sionistes auront beaucoup de difficulté pour élever la voix devant l'humanité qui a été témoin de l'horreur

réfugier avec l'ordre de ne pas en sortir. Ils n'utilisent pas de chambres à gaz mais le principe est le même. Les ghettos sont plus grands, ils sont comme les bantoustans ou townships, comme Soweto qui, en Afrique du Sud raciste maintenait une partie de la population noire encerclée et sans droit. Les ghettos et les bantoustans d'hier sont les territoires palestiniens d'aujourd'hui, dont ils ne peuvent pas sortir et où ils ne peuvent pas recevoir de l'aide, et qui ont non seulement comme objectif la ségrégation par race et religion, mais en outre celui de faciliter les bombardements pour massacrer, sans toucher la population juive.

Pour cela il est nécessaire de maintenir une campagne perma-



qu'ils ont produit. Les millions qui se sont mobilisés ne seront plus neutres, face au génocide. Tous ont vu que, comme le nazisme, le sionisme signifie détruire, expulser de son territoire légitime une population, pour être des musulmans arabes, une race différente de celle qu'ils considèrent comme supérieure, dans ce cas la juive. Les bombardements ne sont pas seulement non-discriminés, ils visent l'ensemble de la population de manière consciente. Il y a quelques jours, nous avons vu comment ils bombardaient un bâtiment dans lequel ils avaient obligé des dizaines de Palestiniens de s'y

nente pour la destruction de l'Etat d'Israël. Le boycott international qui a pu être imposé au gouvernement de l'Apartheid en Afrique du Sud a été déterminant pour que les masses noires puissent renverser ce régime. Nous devons maintenant continuer à exiger des gouvernements du monde entier la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec le régime nazi sioniste d'Israël.

Secrétariat International
de la LIT-QI
São Paulo, le 23 janvier 2009

Un bilan des manifestations

La solidarité internationale

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté à travers le monde contre l'attaque d'Israël sur la bande de Gaza, en solidarité avec le peuple palestinien.

D'impressionnantes manifestations ont eu lieu en Egypte, en Syrie et au Liban qui ont largement dénoncé la collaboration des régimes arabes avec Israël. En Europe, des mobilisations massives de plus de 50.000 personnes à Londres, Paris, Bruxelles, tout comme en Espagne et en Allemagne. Plusieurs milliers de manifestants ont manifesté en Grèce, en Italie, en Autriche, au Portugal. Il y a eu aussi des manifestations en Inde, aux Etats-Unis et en Amérique Latine.

Des manifestations moins médiatisées ont eu lieu en Israël, dont celle du 3 janvier à Tel Aviv avec presque 10.000 manifestants, fortement réprimée par la police. Saluons également les rares soldats réservistes qui ont refusé de participer à cette boucherie et qui risquent une peine de prison.

Même si la fin de l'attaque était conditionnée par l'agenda d'investiture d'Obama, il est évident que la résistance héroïque du peuple palestinien, ensemble avec les manifestations massives de solidarité de par le monde, ont poussé Israël à mettre fin provisoirement à la boucherie en cours à Gaza.

En Belgique aussi

De nombreuses manifestations ont eu lieu à Bruxelles, Anvers, Charleroi, Gand et dans d'autres villes. Elles ont commencé à Bruxelles, le 27 décembre, immédiatement après les préparatifs et l'annonce de l'attaque imminente de Tshal sur Gaza. Après plusieurs petites concentrations, la manifestation du 31 décembre a rassemblé 10.000 personnes. Une seconde manifestation nationale a été organisée le 11 janvier, un immense succès : entre 60 et 80.000 personnes sont descendues dans la rue (alors que la police parle de seulement 30.000 manifestants !). Cette manifestation très combative fut rythmée par des slogans tels que : « Israël casse toi, Palestine n'est pas à toi », « Israël assassin, l'Europe complice », « Sionistes, fascistes, c'est vous les terroristes ».

Les médias ont stigmatisé la forte présence de la communauté arabe, assimilée dans son ensemble à des fanatiques religieux, ainsi que des « barbus » et des « femmes enfoulardées ». Ne fallait-il pas plutôt se demander pourquoi la présence des organisations syndicales, des partis politiques traditionnels et des travailleurs d'origine belge a été plutôt faible ? La grande majorité du cortège était centrée sur des revendications à contenu politique, c'est-à-dire sur la dénonciation du carnage à Gaza, du sionisme comme idéologie « nazie », de la complicité de l'UE et des pays arabes.

La FGTB prend position

Nous saluons la prise de position de la FGTB wallonne qui, dans son communiqué de presse du 7 janvier, condamne l'agression israélienne contre le peuple palestinien. Tout d'abord, il est important qu'elle prenne position sur un problème de politique internationale : « *Les Etats-Unis participent à raison de 2,5 milliards de dollars par an au financement de l'occupation israélienne, multipliant les accords de collaboration militaire ; l'UE décide de revaloriser ses relations avec Israël après avoir sanctionné économiquement les Palestiniens suite au résultat des dernières élections.* »

D'autre part, nous relevons son engagement, lorsqu'elle « *recommande, si le syndicat israélien [Histadrut] ne prend pas ses responsabilités politiques en condamnant immédiatement les massacres, qu'il soit écarté de toute instance syndicale internationale* ».

Deux jours plus tard, la Centrale Générale de la FGTB embraye le pas vis-à-vis de ce même syndicat dans une lettre ouverte qui se termine par l'avertissement : « *Collègues, porte-parole du Histadrut, appelez à la paix sans conditions, avant de perdre toute crédibilité et dignité. Si non, nous demanderons à nos représentants de vous rayer des instances syndicales internationales comme la ITUC. Vous isoler, c'est la seule alternative qui nous reste dans ce contexte.* »

Nous regrettons cependant que les instances syndicales se soient limitées à des déclarations et n'aient pas convoqué leur base pour manifester dans ce sens le 11 janvier.

Mais la bourgeoisie devait réagir de la sorte. Elle ne pouvait pas laisser passer et applaudir une telle mobilisation de masse, elle devait à tout prix la décrédibiliser.

Malgré tous leurs médias, ne les laissons pas instrumentaliser notre lutte et continuons à nous mobiliser en solidarité avec le peuple palestinien, contre l'Etat d'Israël !

Antisionisme et antisémitisme

La manifestation qui a rassemblé 60.000 personnes à Bruxelles le 11 janvier pour dénoncer l'agression israélienne contre le peuple palestinien a suscité pas mal de commentaires et réactions. L'ambassade d'Israël a réagi en identifiant la manifestation comme « antisémite », une réaction peu surprenante au vu de la stratégie adoptée par les groupes sionistes qui visent à assimiler toute critique d'Israël et du sionisme à de l'antisémitisme. Ce qui est moins évident par contre, c'est la réaction de gens qui se considèrent « de gauche », défenseurs de la cause palestinienne et qui, au nom de la défense de la laïcité et de la démocratie, cherchent à décrédibiliser la mobilisation en produisant une série d'amalgames réducteurs et simplistes. En effet, l'image qui pourrait nous rester à la lecture de la Carte Blanche parue dans *Le Soir* serait celle d'une marée « d'hommes barbus » et de « femmes enfoulardées » dans laquelle se seraient perdus quelques « progressistes désorientés ».

Cette Carte Blanche (« Le pouvoir aux barbus, non merci! », *Le Soir* 14 janvier 09.), signée par Abramowicz (Observatoire belge de l'extrême-droite), Demelene (Journal du Mardi) et Touzani dénonçait d'une part la prédominance voire le contrôle de la mobilisation par des « organisations politico-religieuses », d'autre part, la « nazification » du conflit israélo-palestinien. L'observatoire belge de l'extrême droite (ResistanceS) demandait d'ailleurs au même moment au Centre pour l'égalité des chances de déposer plainte contre les manifestants qui auraient arboré des pancartes dont le contenu assimilerait, d'une manière ou d'une autre, Israël, le sionisme ou les juifs au nazisme et le massacre des palestiniens au génocide juif. Dans un exercice surhumain de logique, cela équivaldrait à leurs yeux à justifier les nazis, au point de porter plainte pour infraction à la loi anti-négationniste¹.

Nous ne pouvons pas rester passifs face à ce type d'offensives médiatiques d'abord parce qu'elles mettent en cause l'unité de la mobilisation en défense du peuple palestinien, séparant les « bons » manifestants des « mauvais » (les « Barbus »). Ensuite parce qu'elles opèrent des stigmatisations et des amalgames contre la population immigrée d'origine arabe qui s'était mobilisée en masse (et c'était dans ce sens une manifestation symboliquement très puissante) et enfin parce qu'elles relaient d'une certaine façon la stratégie sioniste visant à « faire taire » toute dénonciation (ou toute dénonciation considérée comme « illégitime » voire « illégale » dans ce cas),

contre l'Etat d'Israël et ses pratiques, en les assimilant à de l'antisémitisme ou du négationnisme.

En stigmatisant la grande majorité des manifestants comme des « fanatiques religieux » (en cela, l'utilisation du terme « barbus » a une dimension extrêmement méprisante,



tout comme l'était le langage colonial et raciste à l'égard des « barbares » ou des « nègres »), les auteurs de la Carte blanche évacuent ainsi la motivation politique qui a amené ces dizaines de milliers de manifestants à se mobiliser : si la communauté immigrée, arabe ou arabo-musulmane s'est déplacée, cela ne pourrait qu'être pour des mobiles d'ordre religieux et donc foncièrement douteux. Cela leur permet également d'éviter de comprendre et d'expliquer la signification réelle et politique de ces expressions religieuses. Celles-ci étant d'abord vues comme une menace (bien plus menaçante, au vu de l'énergie déployée pour les dénoncer, que les « attaques disproportionnées » de l'Etat d'Israël) et non comme le symptôme d'un malaise social ou de la recherche/manque

d'une alternative politique. Cette misère religieuse, dont parlait Marx, « qui est, d'une part l'expression de la misère réelle et d'autre part, la protestation contre la misère réelle, une religion qui est le soupir de la créature opprimée, le cœur d'un monde sans cœur, ainsi que l'esprit d'une situation sans esprit »².

La « nazification du conflit », soit l'assimilation de la politique et des méthodes sionistes à celles du nazisme n'est, quant à elle, non pas l'expression d'un antisémitisme ou d'un négationnisme caché mais exprime plutôt la radicalisation de la critique à l'égard de l'Etat d'Israël, elle-même produite par plus d'un demi-siècle d'oppression et de génocide organisé du peuple palestinien.

Ce génocide n'a certainement pas les mêmes méthodes que celles du nazisme, mais l'enfermement et la privation, l'humiliation quotidienne et la confiscation des biens et des terres, la terreur et le massacre délibéré d'une population considérée comme inférieure voire infra-humaine, répondent à la même logique que celle qui considérait la race aryenne comme supérieure et la race juive comme inférieure, sous le nazisme. C'est un débat politique et historique qui ne doit pas être « résolu » par l'intervention judiciaire sous le coup d'une dénonciation pour négationnisme ou antisémitisme.

Toute autre est la question des banderoles, toutefois isolées, stigmatisant les juifs, qui suivaient ainsi une confusion entretenue en premier lieu par l'Etat d'Israël, qui s'autoproclame « Etat de tous les juifs ». Cette confusion reste inacceptable et cons-

titue une grave erreur qu'il faut dénoncer politiquement.

L'Observatoire s'est encore démarqué par le caractère absurde de sa démarche en dénonçant ceux qui ont brûlé le drapeau israélien « à l'étoile de David » (comme le soulignaient les auteurs de la Carte blanche). S'en prendre au drapeau israélien n'a pourtant rien à voir avec une attaque dirigée contre la communauté juive. En assimilant cet acte qui est avant tout d'ordre « politique » (on s'attaque au symbole de l'Etat ici mis en cause) à de l'antisémitisme, l'Observatoire nourrit la confusion entre antisionisme (ou anti-israélisme) et antisémitisme. Cette confusion est largement instrumentalisée par l'Etat d'Israël pour réduire au silence toute critique. Et il ne peut, en retour, qu'alimenter cette fois un antisémitisme réel.

Enfin, la manière dont les médias dominants ont traité les événements à Gaza devrait interpellé tous ceux qui défendent l'exatititude dans le choix des mots : Peut-on en effet parler de « guerre », voire de « légitime défense pour Israël » pour ce qui est d'abord un face-à-face entre une des plus fortes armées du monde et une population civile assiégée ? Peut-on condamner de manière « symétrique » et « équilibrée » les parties en conflit en faisant fi de l'occupant et de l'occupé, de l'opresseur et l'opprimé... ?

La question centrale à se poser aujourd'hui est la manière dont l'Etat d'Israël parvient à éviter toute critique substantielle et radicale, non seulement sur le traitement infligé au peuple palestinien depuis des décennies, mais fondamentalement aussi sur son idéologie fondatrice : le sionisme. Comme l'affirme Mazin Qumsiyeh, ancien professeur à l'Université de Bethlehem : « le fait de baser un Etat sur le "caractère juif" ne se distingue en rien d'un Etat fondé sur le caractère "blanc" ou "aryen" ». ³

Plusieurs éléments peuvent nous éclairer. D'une part, l'importance stratégique que représente l'alliance

« Autour de nous, des maisons en ruines, des toits arrachés, des familles entières assises dans leur ancienne maison éventrée. Ils nous racontent : une seule frappe de F16 a suffi pour provoquer toutes ces destructions. [...] La femme pilote de ce bombardier venait d'être condamnée en Israël à deux ans de prison pour avoir refusé de "finir le travail" par un second passage. [...] A Zeitoun, la famille Samouni a perdu 33 de ses membres, dans un immeuble où les soldats israéliens, abondamment présents sur place, les avaient parqués depuis plus d'une journée sans nourriture et sans eau ! Avant de les écraser sous les obus! Les récits des survivants vous laissent sans voix. Il s'agit de toute évidence d'un massacre délibéré de populations civiles. Avec, de surcroît, des actes d'une infinie cruauté. »

Francis Wurtz,
parlementaire européen (GUE/GVN)
qui s'est rendu sur place.

avec Israël pour les Etats-Unis mais également, dans une moindre mesure, pour l'Union européenne.

D'autre part, l'instrumentalisation constante de la mémoire de l'holocauste et l'assimilation de toute critique contre l'Etat d'Israël à une « nouvelle forme d'antisémitisme ». Cette stratégie est devenue officielle lors du 34^{ème} congrès de l'Organisation Sioniste Mondiale en juin 2002. L'objectif principal défini était l'assimilation de toute critique d'Israël et de toute manifestation antisioniste, à une forme d'antisémitisme. Il s'agissait ainsi pour l'OSM de créer dans tous les pays « des groupes de travail qui travailleront avec les législateurs pour faire adopter une législation qui mettra hors-la-loi l'antisémitisme, l'antisionisme et le déni de l'holocauste ». ⁴ Le président du Conseil Représentatif des Institutions juives de France, Roger Cukierman, n'avait d'ailleurs pas hésité à proposer à Sharon de créer un ministère de la propagande à l'image de celui

de Goebbels (ministre de la Propagande nazie) : « Lorsque Sharon est venu en France je lui ai dit qu'il doit absolument mettre en place un ministère de la propagande comme Goebbels ». ⁵

Si jusqu'en '67, le sionisme était considéré par ses opposants comme la principale cause du conflit israélo-arabe (Israël était ainsi appelé « l'entité sioniste »), à partir de '67 l'idéologie sioniste disparaît quasiment de l'analyse du conflit. Le problème n'est plus le sionisme mais l'occupation des territoires après '67 par Israël.

Or, depuis quelques années, le sionisme fait à nouveau l'objet de critiques virulentes. Les fondements même et les principes de cette idéologie sont questionnés ; déjà en 2001, à la conférence de Durban contre le racisme en Afrique du Sud. De nombreuses organisations et ONG ont cherché à faire reconnaître par l'ONU le sionisme comme une forme de racisme et la ségrégation à l'égard des populations arabes comme un apartheid. La dénonciation du sionisme a également dominé toutes les mobilisations récentes contre l'agression israélienne.

Cette résurgence d'une critique à l'égard du sionisme fait peur aux dirigeants israéliens : ce sont les fondements même de l'Etat israélien, comme Etat juif, qui sont mis en cause, à la fois de l'extérieur mais aussi à l'intérieur même du pays.

L'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme n'a donc pas d'autre objectif que de faire taire ceux qui dénoncent le silence complice autour des fondements, du projet politique et des pratiques de l'Etat israélien.

¹ www.resistances.be, 12/01/09

² Critique de "La philosophie du droit" de Hegel, 1844. - Cette observation de Marx se termine par « La religion est l'opium du peuple ».

³ Zionism, Racism and Anti-Semitism debate in South Africa, 09.09.2001.

⁴ Résolutions 36.3 et 36.4 du congrès

⁵ Le quotidien israélien Haaretz, 26.09.2001.

Collaboration belge et européenne avec Israël

S'il y a eu de nombreuses et massives manifestations à travers le monde, démontrant la large condamnation populaire des crimes israéliens, nous devons aussi relever l'impunité dont Tsaahal à bénéficier. Pour comprendre cet impunité, garantie par les gouvernements au niveau international, nous rappelons ici quelques éléments actuels de la profonde collaboration qui s'opère avec Israël.

L'Union européenne, en tant que membre du Quartet, avait déjà approuvé le principe du blocus en février 2006, avant de refuser toute assistance au gouvernement palestinien. Le 8 décembre dernier, trois semaines avant le début de l'agression et contre l'avis du Parlement européen, le Conseil des Ministres européens des affaires étrangères a décidé à l'unanimité de « rehausser » les relations avec Israël dans le domaine politique, économique, scientifique et sécuritaire. Il a prévu de changer le statut d'« associé » conféré à Israël en celui de « partenaire privilégié » à partir d'avril 2009 (*Le Monde*, 20/12/08). Nous voyons que loin de dénoncer ces crimes de manière conséquente, l'Union européenne préfère maintenir et approfondir de bonnes relations avec ce « partenaire », notamment pour des raisons commerciales (en 2004, 40% des importations israéliennes viennent de l'UE, qui est destinataire d'environ 30 % de ses exportations), et en particulier dans le domaine de l'armement et des hautes technologies.

Par ailleurs, la Belgique est le premier partenaire commercial de



l'UE avec Israël, principalement en raison du commerce de diamants (www1.cbs.gov.il). L'aéroport de Bierstet est une véritable plaque tournante pour le commerce d'armes vers et venant d'Israël (*Le Soir*, Carte blanche, 15/01/09). En 2007, 5,4 millions d'euros de licences d'exportation d'armes ont été accordés officiellement vers Israël. Cela sans compter les armes produites chez nous, mais qui sont sous contrat étranger et qui ne nécessitent donc pas de licence (dernier exemple : la commande des USA à la FN d'Herstal de 80.000 fusils M16, 25.000 carabines M4 et 2.550 lance-grenades M203 destinés à l'armée irakienne – *Le Vif*, 08/01/09). La Belgique a réalisé des opérations militaires conjointes avec Israël (ex : Six flag, Volcanex...). Et tout récemment, notre pays a rejoint les

forces qui patrouillent dans la mer méditerranée pour le compte d'Israël, avec une frégate dotée d'un équipage de 157 soldats. L'armée belge y prendra d'ailleurs le commandement du « EU Battle Group » au second semestre 2009.

Différentes institutions de nos pays entretiennent des accords de coopération avec Israël dans différents domaines, notamment dans la recherche et le développement industriel. Une petite recherche sur internet donne rapidement de nombreux renseignements dans ce sens.

Face à ces actes, nous pensons qu'ici aussi nous devons résister aux massacres d'Israël et nous solidariser avec le peuple palestinien de manière concrète en dénonçant haut et fort toute forme de collaboration honteuse de nos gouvernements. A différents niveaux de compétence, dans divers domaines, des accords existent avec cet Etat qui nie le droit même de l'existence de tout un peuple, et use de la barbarie la plus totale pour arriver à ses fins. Nous continuerons à nous informer et à dénoncer toute forme de collaboration avec l'Etat sioniste.

Appel à l'action unitaire pour la rupture des relations avec Israël

BOYCOTT

ISRAEL

Nous appelons les syndicats, les associations, les organisations politiques, toutes les composantes progressistes soutenant la cause du peuple palestinien et quiconque révolté par les massacres à Gaza à unir nos forces et nos actions pour exiger ensemble la rupture des relations avec l'Etat d'Israël de la part de la Belgique et de l'Union européenne. Nous vous proposons de lancer ensemble une campagne d'information et de dénonciation, un débat public, une manifestation ou encore d'autres actions.

Dans cet objectif, une coordination se met en place pour en discuter et préparer ce travail. Prochain rendez-vous le **mardi 24 février à 20h15 au café de l'Horloge du Sud** (141 rue du Trône - 1050 Bruxelles - bus 95).

Boycott Israël

Stop au transit d'armes vers Israël

Stop à toute collaboration avec Israël

Rupture des relations commerciales, politiques, diplomatiques et militaires avec Israël



Contre le chômage ! Non aux licenciements ! Il y a une issue ouvrière et populaire à la crise.

La crise économique qui a explosé mène plusieurs pays à la faillite et à la récession qui, déjà, s'est installée dans les principales économies du monde. La crise, dont tous reconnaissent déjà qu'elle est la plus grande depuis celle de 1929, n'en est qu'à ses débuts, alors que la récession s'étendra à toute la planète en 2009. Les travailleurs du monde entier voient avec crainte la menace du chômage, qui mène à plus de misère et à la faim. Des millions de personnes ont déjà perdu leur emploi. Les entreprises, qui se sont rempli les poches avec des millions de dollars, ne sont pas prêtes à utiliser les bénéfices accumulés durant ces dernières années pour maintenir l'emploi. La bourgeoisie défend ses bénéfices et refuse de placer son capital accumulé dans des investissements qui ne leur garantissent pas des taux de profit élevés. Elle préfère les licenciements et les fermetures, dont l'effet est déjà dévastateur dans beaucoup d'endroits. Les premiers touchés sont les minorités opprimées, comme les travailleurs immigrants ou les noirs dans beaucoup de pays, et en général les jeunes et les femmes.

Licenciements massifs et chômage en augmentation

L'augmentation du nombre des chômeurs aux Etats-Unis a déjà

dépassé les 1 900 000 travailleurs en 2008, et on y prévoit de passer de 6,7 % de chômage en novembre 2008 à 9 % à la fin de 2009. Au

« Le premier
risque majeur
c'est l'agitation
sociale »

Christine Lagarde,
ministre française de l'Economie,
Davos, 31.01.2009
après la journée nationale
de protestation en France

mois de novembre, 533 000 emplois ont été détruits aux Etats-Unis, du jamais vu depuis 34 ans. Les trois entreprises d'automobiles de Detroit ont entamé des chômeurs techniques dans leurs usines d'Amérique du Nord. La situation est la plus grave chez Chrysler, qui a débuté un arrêt majeur de 40 jours.

Les compagnies financières avec des réseaux internationaux ont annoncé des licenciements massifs, comme Citigroup qui déclare qu'il va se débarrasser de 53 000 travailleurs dans le monde. Les fabricants de voitures américains et japonais font aussi état de plans de réduction de personnel

touchant des milliers de travailleurs.

Dans les pays de la zone euro, le chômage a augmenté dans son ensemble 0,4 points par rapport à l'année passée, et se situe au-dessus de celui des Etats-Unis avec le 7,7 %. Des milliers de licenciements sont annoncés dans les usines automobiles, non seulement celles des filiales américaines et japonaises mais aussi celles du capital européen. Renault a annoncé 6 000 licenciements. Chaque jour, plus de 10 000 travailleurs perdent leur emploi dans l'Union Européenne en ce moment.

A l'intérieur de l'Europe, c'est en Espagne que la crise est arrivée avec plus de rapidité et d'intensité pour les travailleurs. Outre les licenciements dans les usines automobiles et les entreprises sous-traitantes, il y a la manifestation de la bulle immobilière (construction massive de logements pour spéculer à des prix fous). Le taux de chômage s'élève déjà à 12,8 % et on prévoit 4 million de chômeurs en 2009, dont 900 000 seulement dans le secteur du bâtiment. La croissance du chômage en Espagne est la plus haute des pays de l'OCDE.

Le Japon, la seconde économie mondiale, est entré en récession et les grandes entreprises comme Sony annoncent des milliers de

licenciements et la fermeture de 10 % de leurs usines d'ici à 2010.

La Chine, considérée par certains comme le moteur de l'économie mondiale, est en décélération franche par la chute des exportations. Plus de 7 000 entreprises ont déjà fermé leurs portes dans la région de Guandong, la principale zone industrielle consacrée à l'exportation. Dans les prochains mois, 150 millions de travailleurs chinois qui ont émigré d'autres régions peuvent perdre leur emploi.

En Inde, on calcule que plus d'un demi million de travailleurs de l'industrie textile perdront leurs emplois d'ici à avril de 2009. Les entreprises de sous-traitance, très nombreuses en Inde, comme les centres d'appel (télé-marketing), commencent à licencier.

Lula, le président brésilien, a assuré que son pays, avec l'économie la plus importante d'Amérique latine, est préparée pour la crise (au point de dire que celle-ci n'allait pas affecter le Brésil). Toutefois, l'économie n'est pas régionale mais mondiale et la crise a déjà des effets directs. ~~Brésil~~ ~~attaque~~ ~~attaque~~ ~~l'emploi~~ a déjà commencé, attaque qui va être de grande envergure à court terme. Il y a une fuite de capitaux, calculée à 200 millions de dollars par jour, et une chute de la demande de véhicules, ce qui a amené à la fermeture d'entreprises qui fabriquent des pièces détachées, à des licenciements et à des vacances forcées dans les usines de montage. La multinationale minière *Vale do Rio Doce* a annoncé le licenciement de 1 300 travailleurs, et 7 000 sont en vacances forcées, à cause de l'effondrement des exportations de minerais.

En Amérique latine, la CEPAL (Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes), un organisme dépendant de l'ONU, considère que la création d'emploi va stagner et que le chômage va

augmenter, en touchant surtout les secteurs les plus précaires et les plus pauvres. C'est pourquoi elle reconnaît que la crise économique va toucher spécialement les **femmes**, plus nombreuses dans des secteurs comme l'industrie manufacturière textile, les « maquiladoras »[§] de tout type, le commerce, la banque, le service domestique et l'hôtellerie.

Les attaques patronales

La bourgeoisie veut faire retomber la crise sur les travailleurs. Elle essaye donc d'imposer des licenciements et des réductions salariales. Les entreprises utilisent en général les périodes de crise pour imposer des restrictions aux droits des travailleurs, restrictions qui deviennent alors permanentes. L'envergure de cette crise peut nous donner une idée des attaques

« Il y a de la peur »

Kofi Annan,
ex-secrétaire général de l'ONU,
Davos, 31.01.2009

qui se préparent. Les plans de viabilité signifient précisément ceci : la réduction de personnel pour éliminer des emplois qui jouissent de meilleurs salaires et acquis sociaux. Ainsi, quand ils auront besoin d'engager de nouveau des travailleurs, ceux-ci entreront dans des conditions moins favorables. La double échelle salariale (salaires inférieurs pour les nouveaux contrats pour le même travail), qui était déjà pratiquée dans beaucoup d'entreprises, va s'étendre avec la crise. Les patrons essayeront maintenant de faire en sorte que la plupart des salariés se retrouvent dans la seconde catégorie, et même l'ensemble des salariés si c'est possible. L'industrie automobile américaine se trouve maintenant dans les pires conditions pour concurrencer les usines de montage japo-

naises installées aux Etats-Unis. La modernisation qu'ils prétendent mettre en oeuvre avec l'argent public leur servira à avoir des usines qui ont besoin de moins de main d'œuvre et où l'exploitation augmente pour ceux qui continuent à y travailler. En outre, il y a l'exigence de l'ensemble de la bourgeoisie qui veut de nouvelles réformes du travail pour rendre les licenciements moins onéreux et obtenir une plus grande précarisation, la dénommée « flexibilité de l'emploi ».

Les mécanismes de suppression d'emplois

Les entreprises éliminent des emplois de différentes façons. Outre les licenciements secs pour réduire le personnel, ou la fermeture d'entreprises, ils comptent, dans certains pays, avec la retraite anticipée avec une moindre pension, ou des vacances obligatoires avec des réductions d'acquis sociaux. C'est le cas, par exemple, dans la multinationale de l'industrie minière *Vale do Rio Doce*, au Brésil. Dans beaucoup de pays, ces mesures ont besoin de l'accord et l'appui économique des **gouvernements, ainsi que de la signature des syndicats.**

Souvent, la situation est bien pire. Les « maquiladoras », présentes partout en Amérique Centrale, au Mexique et en Haïti, licencient tout simplement en disant « ne revenez pas demain ». En Chine, les licenciements ont lieu, en général, sans indemnisation ni assurance chômage. Dans la ville de Canton, 130 000 travailleurs abandonnent la ville chaque jour pour retourner dans leurs régions d'origine. Ils s'en vont avec leur matelas sur le dos, car en perdant leur emploi, ils perdent aussi leur « chambre », qui jusqu'alors se trouvait dans l'usine elle-même.

Les plans des gouvernements et les exigences patronales



Les grandes entreprises ont profité d'avantages économiques de la part des différents Etats pendant toutes ces années. Les gouvernements nationaux et régionaux leur ont concédé des réductions d'impôts, des subventions pour s'installer, des terrains pour leurs usines, etc.

Maintenant avec la crise, la solution que proposent les entreprises, et qu'elles négocient avec **les bureaucraties syndicales**, est de recevoir **davantage d'aide économique** de la part des gouvernements : ils veulent l'aval de l'Etat et l'argent public.

Ainsi, outre le chiffre incroyable de 13 000 milliards de dollars, que les gouvernements ont libéré pour sauver les organismes financiers, d'autres centaines de milliards sont réservés par ces gouvernements pour les entreprises en crise.

En France, le président Sarkozy annonce 100 milliards d'euros pour les entreprises stratégiques. Le gouvernement de Zapatero destine 28,9 milliards d'euros, en aide et moratoire de crédit, pour les petites et moyennes entreprises qui sont viables.

Partout dans le monde, on accompagne la crise dans le secteur automobile des Etats-Unis. Les trois usines de montage, Ford, Chrysler et GM, ont reçu 17 milliards de dollars de Bush. Les négociations entre les démocrates et les républicains pour l'octroi de l'argent étaient soumises à la condition que les compagnies présentent dans les prochains mois des plans de viabilité à long terme. Ces plans incluent la fermeture des usines moins compétitives, des réductions de personnel et de lourdes concessions de la part des travailleurs.

Les bénéfices patronaux de ces années

Alors que les gouvernements

cautionnent les licenciements, les pertes de conquêtes et la faim pour les travailleurs, c'est aux plus riches que sont destinées les aides de l'Etat. C'est d'autant plus scandaleux, étant donné que les multinationales et les banques ont gagné des fortunes incroyables durant ces dernières années. Les chiffres des bénéfices se comptaient comme accroissement par rapport aux bénéfices de l'année précédente. Il ne leur suffisait pas de dire qu'ils avaient fait des bénéfices. Pour être considérés comme bénéfices, ceux-ci devaient dépasser ceux de l'exercice précédent.

« Nous devons
d'urgence
améliorer
l'image de notre
pays à l'étranger,
où elle a été
détériorée »

Van Rompuy,
Premier ministre belge
Davos, 31.01.2009

Voyons quelques exemples. La première compagnie pétrolière mondiale, l'étasunienne Exxon Mobil, a obtenu plus de 40 milliards de dollars de bénéfices en 2007, ce qui représente une augmentation de presque 10 % par rapport à l'année précédente et le record de profit pour une entreprise des Etats-Unis dans toute l'histoire. Signalons aussi qu'après la crise de 2001, les entreprises nord-américaines ont augmenté chaque année leurs bénéfices de 10 % jusqu'en 2005, et en 2006, les bénéfices ont encore dépassé de 8 % ceux de l'année précédente.

C'est donc bel et bien une époque sans précédent de bénéfices patronaux aux Etats-Unis.

En cette même année 2006, les entreprises espagnoles ont obtenu une augmentation des bénéfices qui atteint 30,6 % de leur valeur ajoutée brute (VAB), un chiffre extraordinaire, jamais atteint depuis 1984, quand la Banque d'Espagne a commencé à enregistrer ce type de données. L'augmentation des bénéfices patronaux de cette période contraste avec celle des salaires, qui n'a été que de 3,4 %.

Il est intéressant de constater que les entreprises ont engrangé des bénéfices non seulement dans les pays impérialistes mais aussi dans les pays capitalistes arriérés, où les taux de profit étaient encore plus grands. C'est le cas du Chili où la moyenne d'augmentation des bénéfices de l'année 2006 a été de 43 % par rapport à 2005. Les 10 plus grandes compagnies ont obtenu 71 % de bénéfices. Les 8 plus grands consortiums étrangers au Chili (Santander, Endesa...), tous espagnols, ont quadruplé leur valeur boursière en 5 ans.

Du Brésil nous prenons seulement un cas très éloquent : la compagnie minière *Vale Do Rio Doce*. Elle a gagné 25 milliards de reales (plus de 6 milliards de dollars), uniquement l'année dernière, et elle a en caisse 15 milliards de dollars, assez pour payer les salaires de tous les salariés pendant les dix prochaines années.

En Argentine les entreprises étrangères ont obtenu 1,5 dollars de bénéfice pour chaque dollar d'investissement. Plus scandaleux encore a été le bénéfice de la compagnie REPSOL en Bolivie, qui obtenait 10 dollars pour chaque dollar investi.

Pourquoi sommes-nous contre la remise d'argent aux banques et aux entreprises, de la part des

gouvernements ?

Nous ne pouvons pas nous laisser tromper par les discours rebattus que la bourgeoisie et leurs gouvernements présentent face à la crise. Quand ils disent que nous devons tous nous serrer la ceinture, ils se réfèrent toujours à la ceinture des travailleurs et du peuple le plus pauvre. Quand les entreprises disent qu'elles ont besoin de l'argent de l'Etat pour éviter la fermeture ou davantage de licenciements, elles mentent sans état d'âme.

Le capitalisme a seulement deux façons de sortir d'une crise de cette envergure : en détruisant de manière massive du capital fixe - au moyen de fermetures massives d'usines ou par l'action des guerres (comme les guerres mondiales) - ou en augmentant de manière brutale la surexploitation des travailleurs pour restaurer le taux de profit. Ceci signifie : réduction de salaires et de conquêtes, augmentation du rythme de travail et du temps de travail, et donc une plus grande exploitation avec moins de travailleurs (licenciements).

L'argent que les gouvernements remettent aux banques et aux entreprises en crise **ne va pas servir à éviter les licenciements.** L'argent qui leur arrive leur sert d'abord à assurer leurs bénéfices, et il est utilisé en deuxième instance, comme dans le plan des entreprises d'automobiles nord-américaines, pour « moderniser » les usines et réduire le nombre de salariés. Après l'arrivée des aides multimillionnaires aux entreprises financières, des licenciements de centaines de milliers de travailleurs ont été annoncés partout dans le monde dans ces organismes.

Cette « aide » aux entreprises est de l'argent qui est sorti et devra sortir des poches des travailleurs. C'est le nôtre, c'est de l'argent public qui a comme origine la réduction des budgets sociaux. Même

dans les pays européens, on voit déjà comment se détériorent la santé et l'éducation publiques et comment continuent à un rythme soutenu les privatisations de ces secteurs. Un autre exemple est la politique d'augmentation de l'âge de la retraite. Soulignons que les budgets militaires ne sont pas logés à la même enseigne. Ils continuent à monter partout dans le monde. Celui des Etats-Unis est le plus grand des 20 dernières années et le Maroc a annoncé qu'il va doubler le sien en 2009.

Nous voyons aussi que, comme ils vont avoir besoin de davantage d'argent pour les entreprises, ils

« Nous sommes
devant les restes
d'un mauvais
porridge survolé
par des
mouches. »

Michael Elliott,
directeur du magazine Time,
lors de l'ouverture
du Forum de Davos

vont augmenter les impôts pour la majorité de la population.

Les bureaucraties syndicales

Le rôle traître des bureaucraties syndicales devient plus aigu dans des moments de crise. Elles s'occupent à négocier les licenciements et les plans des entreprises. Bien qu'elles doivent assumer la direction des luttes contre les licenciements à mainte occasion, elles ne mènent finalement pas ces luttes jusqu'au bout et finissent par négocier avec les patrons.

Les arguments qu'elles utilisent sont les mêmes que ceux de la bourgeoisie, du genre : si nous n'acceptons pas ce nombre de li-

ciements, l'entreprise devra fermer et nous perdrons tous les emplois. Quand il s'agit de la fermeture, c'est : ayons un licenciement digne, négocions les indemnités.

Un aspect assez nouveau est celui de voir les bureaucraties syndicales accompagner les chefs d'entreprise pour demander de l'argent aux gouvernements. C'est le cas pour la General Motors aux Etats-Unis. Nous savons que c'est de l'argent que les entreprises investiront pour supprimer des emplois. Le rôle de la bureaucratie syndicale des trois usines de montage nord-américaines est sinistre. Elle a accepté que les travailleurs perdent leurs assurances santé et chômage, pour que le congrès remette l'argent aux entreprises.

Les grandes centrales syndicales et leurs organismes internationaux comme l'AFL-CIO (aux Etats-Unis), la CES (Confédération Européenne de Syndicats) ou la CSI (Confédération Syndicale Internationale), dirigés par ces bureaucraties au service du maintien du système capitaliste, ont refusé jusqu'à présent de convoquer des mobilisations à une grande échelle contre les licenciements et les plans des gouvernements. La réponse de la bureaucratie syndicale est minimale par rapport aux nécessités des travailleurs, étant donné la brutalité des attaques que les gouvernements et les entreprises mettent en oeuvre.

Les appels aux rassemblements essayent d'affaiblir les mobilisations et non de les unifier. C'est ce qui s'est passé en Grèce, où les centrales syndicales ont annulé la manifestation prévue pour le jour de la Grève Générale du 10 décembre, afin d'éviter des troubles. De cette façon ils faisaient échouer la possibilité d'une mobilisation unifiée des travailleurs et des étudiants, qui aurait pu faire tomber le

gouvernement du conservateur Karamanlis. Dans d'autres cas, la bureaucratie appelle à manifester le même jour à des endroits différents, afin de ne pas réunir les travailleurs dans une grande mobilisation. Un autre exemple est celui des entreprises automobiles en Espagne. Nous avons vu comment, lors des premières mobilisations de la Nissan à Barcelone, les travailleurs concernés des entreprises qui fabriquent des pièces détachées pour cette usine de montage n'ont pas été appelés à participer à ces mobilisations.

Quand existe la possibilité d'unir tous les secteurs, comme cela aurait pu être la réponse à la directive européenne des 65 heures de travail hebdomadaire, la mobilisation de la CES s'est limitée à une grève de 5 à 15 minutes. En outre, aucune publicité, aucune préparation n'a été faite pour cette mobilisation, qui, dans ces conditions, restera anecdotique. L'indignation que la présentation de cette directive a suscitée, indignation qui a finalement imposé son rejet au Parlement européen, n'a pas eu, de la part de la bureaucratie syndicale, la réponse organisée dont les travailleurs avaient besoin.

La réponse des travailleurs

Les travailleurs commencent à répondre à la crise avec d'importantes mobilisations. Plusieurs pays européens montent au créneau, avec la Grèce à l'avant-garde, tant contre les licenciements que face aux plans de privatisation de l'éducation et de la santé, ou encore en défense des retraites. En Chine nous avons connu les protestations violentes des travailleurs de plusieurs usines qui menacent de fermer.

Les étudiants et la jeunesse répondent avec des occupations de facultés et d'écoles, et avec des affrontements intenses avec la po-

lice et contre les politiques de privatisation de l'enseignement.

Beaucoup de ces grèves et mobilisations ont été organisées grâce à l'impulsion par les organisations de base. Dans d'autres cas, les travailleurs prennent l'initiative et commencent leur auto-organisation, comme les professeurs au Portugal qui, pour la première fois, ont organisé une mobilisation de plus de 15 000 personnes en marge de l'appareil syndical officiel. C'est aussi le cas des travailleurs de la santé à Madrid, qui se sont organisés dans une Coordination de Travailleurs et ont convoqué des dizaines de milliers de personnes, en dépit de l'opposition de la bureaucratie syndicale ; ou les syndicats alternatifs en Italie, qui ont été capables d'organiser conjointement une journée de grève et de mobilisation le 17 octobre. Le 12 octobre, le syndicat italien le plus important, la CGIL, a appelé à une grève de 4 heures, et beaucoup de catégories, y compris celle des fonctionnaires publics et des métallos, ont décidé d'étendre la protestation à toute la journée. Les syndicats alternatifs ont aussi rejoint cette convocation, avec une plate-forme propre de revendications, en donnant lieu à des mobilisations qui ont été de dizaines de milliers de personnes dans les principales villes italiennes.

Plan ouvrier de lutte et contre la crise

Il y a une issue à la crise économique capitaliste sans que le sacrifice de centaines de millions de travailleurs soit nécessaire. Mais cette issue n'est pas celle des capitalistes.

L'argent pour mettre un terme la crise doit sortir des bénéfices multimillionnaires que les entreprises ont obtenus durant ces années. Au lieu de réduire les impôts des riches, les gouvernements de-

vraient prendre le contrôle de ces capitaux, **en nationalisant les banques**. Comme nous disions : **que la crise soit payée par les capitalistes**.

Nous, les travailleurs, devons lancer un ensemble de mesures et un plan de lutte contre la crise, qui doit partir de la défense des emplois : **contre le chômage, non aux licenciements**. Ce mot d'ordre, qui est la meilleure mesure contre la crise, n'est adopté ni par les gouvernements ni par la bureaucratie syndicale. Il faut exiger des gouvernements l'interdiction des licenciements.

La **nationalisation sans indemnisation** des entreprises qui licencient des travailleurs sera la façon de garantir l'interdiction des licenciements, et leur fonctionnement sera garanti en les mettant sous contrôle ouvrier. Cette mesure est en outre bien meilleur marché que celle qui consiste à remettre des millions aux entreprises. Un exemple est celui des entreprises automobiles de Detroit : même en payant le prix de ce qu'elles valent maintenant, qui est inférieur à leur valeur dans les années 40, cela coûterait moins d'argent que ce qu'elles ont demandé pour continuer à fonctionner.

Face à l'actuelle baisse de la production, (qui était jusque là assurée dans des conditions de surexploitation, avec des heures supplémentaires, avec des rythmes de production stressants), nous devons proposer **l'échelle mobile d'heures de travail**, c'est-à-dire la réduction de la journée de travail afin que tous puissent travailler, sans réduction de salaire. C'est une mesure que la Quatrième Internationale a commencée à proposer dans les années 30 contre le chômage de la Grande Dépression. Nous pouvons maintenant la concrétiser avec l'exigence de réduction de la journées à 36 ou à 35

heures hebdomadaires, au lieu de l'augmenter, comme le prétendait la Directive Européenne des 65 heures, ce qui créeraient davantage de chômage. Et nous exigeons entre-temps **l'indemnisation du chômage** jusqu'à ce que l'Etat garantisse un emploi digne.

Il faut exiger des gouvernements qu'ils entament immédiatement **des programmes de travaux publics** qui donnent du travail et qui améliorent les infrastructures populaires. Nous avons besoin d'hôpitaux publics de qualité, d'écoles, d'universités, de logements...

Baisse de l'âge de la retraite et que chaque retraité soit **remplacé** par un travailleur avec les mêmes droits garantis par loi.

Face aux propositions patronales de « réformes du travail » et de moratoires dans les accords contractuels ou les conventions collectives, il est nécessaire d'exiger **la défense inconditionnelle des droits du travail et des acquis sociaux**. Tout recul qu'ils parviennent à nous imposer maintenant va coûter du sang pour le récupérer dans le futur et la seule chose que garantissent ce recul est

le bénéfice patronal.

En outre, contre la crise qui donne lieu à une augmentation de la pauvreté sur toute la planète, nous devons avancer des mesures comme : **l'augmentation générale des salaires et la garantie de pensions dignes** pour tous ; le contrôle des prix des aliments et la garantie de leur production en mettant un terme la spéculation des entreprises agraires. Réforme agraire en donnant la terre à ceux qui la travaillent !

Ces mesures doivent s'ajouter à d'autres qui sont indispensables dans les pays semi-coloniaux, comme par exemple : **Non paiement de la dette externe et interne** et interdiction d'évacuer à l'étranger les bénéfices des multinationales.

Pour combattre pour ces mesures et faire face aux manœuvres de la bureaucratie syndicale et aux gouvernements, il sera fondamental de proposer des **plans de lutte unitaires de tous les syndicats et des organismes de base**, en exigeant des bureaucraties syndicales qu'elles rompent leurs accords avec les gouvernements et les entreprises et qu'elles défendent des

plans de lutte ouvriers contre la crise, avec ces mesures et d'autres que nous rassemblons ici.

En 2009, l'enjeu est important pour les travailleurs. Nous pouvons éviter le futur de misère et de faim que nous promettent les capitalistes, mais pour cela, une lutte très dure et intransigeante sera nécessaire. Nous devons promouvoir des **assemblées pour la prise de décisions** et soutenir les organismes nouveaux qui apparaissent dans les mobilisations. L'occupation des entreprises par les travailleurs et l'organisation de la défense, face à la répression de l'Etat et les tueurs à gage, vont être à l'ordre du jour. Dans cette lutte, les travailleurs doivent restaurer **l'indépendance de classe** pour pouvoir faire face aux gouvernements du moment et mettre en échec les plans patronaux.

[§]Les "maquiladoras" sont apparues en 1965 au Mexique, à la frontière des Etats-Unis. Ces usines sans droits de douane, sont le plus souvent des sous-traitantes de multinationales qui disposent ainsi d'une masse de main d'œuvre sous payée. NdT

Nous voulons souligner quelques exemples d'expériences, de coordination d'organisations ouvrières pour combattre et de réalisation de campagnes.

Au Brésil, CONLUTAS a lancé une campagne contre les licenciements et la récession, en proposant un plan ouvrier. Ce plan devient concret dans les propositions des travailleurs de la compagnie minière de *Vale do Rio Doce*, qui exigent l'étatisation, si les licenciements en masse annoncés ont lieu. La proposition du syndicat de la General Motors à São José dos Campos (membre de Conlutas) est de combattre contre les licenciements en invitant le reste des usines de l'entreprise à se coordonner, tant au Brésil qu'en Amérique latine. Comme résultat, il y a les contacts avec les travailleurs de cette entreprise en Argentine.

En Bolivie les travailleurs de la Fédération Syndicale de Travailleurs Miniers de Bolivie, de la mine de Huanuni, qui font partie de la COB, ont organisé un Séminaire International Minier, avec la participation de syndicalistes du Brésil et du Pérou. On y est arrivé à la conclusion que ce n'est qu'avec la lutte que l'on peut défendre les emplois, qu'il faut exiger des gouvernements la re-étatisation des ressources naturelles. Les participants ont posé la nécessité d'organiser une lutte unitaire et continentale en marquant des propositions de manifeste et de calendrier de mobilisations.

La constitution en juillet 2008 de l'ELACT (Rencontre latino-américaine et caraïbe de travailleurs), dont font partie les syndicats susmentionnés, montre les possibilités de coordination des organisations ouvrières qui maintiennent leur indépendance envers les gouvernements et les organisations bourgeoises. Participent à l'ELACT : des organisations syndicales de Haïti, Brésil, Venezuela, Bolivie, Argentine, Paraguay, Uruguay, Pérou...

Contre la crise capitaliste : un monde socialiste est possible !

Le 27 janvier s'est ouvert le Forum Social Mondial à Belem (Brésil) Le Forum faisait contrepoids à la réunion traditionnelle des « grands » de ce monde à Davos, marquée par l'angoisse de trouver une « solution » à la crise du capitalisme.



Dans la grande manifestation d'ouverture du Forum, les mots d'ordre scandés par des centaines de militants de CONLUTAS visaient en particulier Lula - qui cette fois avait préféré se joindre au Forum, que d'aller à Davos comme lors des forums précédents : « *Lula, cet incapable, donne de l'argent aux banquiers et le licenciement au travailleur* » ou encore : « *Tu arrête le chômage ou on arrête le Brésil!* » Pour un dirigeant de Conlutas qui y prenait la parole : « *Le rôle de CONLUTAS dans ce Forum est de dénoncer la crise capitaliste et de dire aux gouvernements du monde entier, et en particulier à celui de Lula, qu'ils doivent arrêter de donner de l'argent aux chefs d'entreprise et qu'ils doivent garantir l'emploi aux travailleurs.* »

A la fin de la manifestation, José Maria de Almeida, de la Coordination Nationale de CONLUTAS et de la direction nationale du PSTU, disait : « *Nous sommes ici pour dire que, oui, un autre monde est possible, mais un monde construit par les travailleurs, sans exploitation de l'homme par l'homme, un monde socialiste.* »

Lors d'un débat sur le thème de la crise capitaliste avec 300 intéressés, Valério Arcary, professeur d'histoire et militant du PSTU, a signalé « *qu'il est possible de sortir d'un monde où la soif de gain aveugle mène le monde à l'abîme, qu'il faut construire un autre monde, un monde socialiste* ». Il met en garde toutefois aussi bien les capitalistes que les organisations réformistes, qui embrouillent la conscience de la classe ouvrière en lui faisant croire qu'il est possible d'humaniser ce système.

Venezuela

Encore des travailleurs assassinés : Non à l'impunité !

Le jeudi 29 janvier, sur ordre d'un juge, la police de la province d'Anzoátegui au Venezuela a attaqué brutalement les travailleurs qui occupaient l'usine de Mitsubishi et y a assassiné Javier Marcano ainsi que Pedro Suárez de l'entreprise de sous-traitance Macusa. D'autres travailleurs ont été grièvement blessés.

Voici le commentaire de José Mariages, secrétaire général de Fedepetrol-Anzoátegui et membre de Corriente Clasista, Unitaria, Revolucionaria y Autónoma (CCURA) :

« *Nous rejetons cette agression contre les travailleurs de Mitsubishi, ainsi que l'assassinat des deux camarades. Il s'agit d'une nouvelle attaque contre tout le mouvement ouvrier organisé du pays. Il y a seulement deux mois, trois dirigeants de notre courant et de l'UNT ont été assassinés dans la province d'Aragua par des tueurs à gage, et maintenant ce sont les forces policières du gouverneur Tarek Williams qui assassinent des travailleurs.*

« *Quand le Président Chavez a demandé récemment d'asperger de gaz lacrymogène ceux qui bloquaient les voies et de les jeter ensuite en prison, il donnait, d'une certaine manière, carte blanche à la répression policière. Cette action démesurée de la police d'Anzoátegui, qui déjà en 2007 avait réprimé avec une violence sans pareille les travailleurs du secteur pétrolier, est la conséquence directe de ce type de langage qui, dans l'oreille*

des services de sécurité, se transforment en ordre présidentiel. Ces mots du Président et ce qui est arrivé à Barcelone, mettent en question le caractère supposé ouvrier du gouvernement. »

« *Le jour même des assassinats, l'Unité Socialiste des Travailleurs, la section vénézuélienne de la LIT-QI, a exigé dans un communiqué la punition des exécutants et de leurs donneurs d'ordre, en soulignant : « Chez SIDOR, les travailleurs ont démontré que seule la mobilisation permanente, avec extension du conflit à la rue et avec la solidarité des autres travailleurs, syndicats, fédérations diverses et étudiants, devient une force capable de faire face avec succès à la répression et aux tentatives de mettre en échec la lutte des travailleurs pour leurs droits. Pour cette raison, nous lançons un appel urgent à Unetasca, les syndicats des usines d'assemblage et des sous-traitants, ainsi qu'aux autres syndicats et organisations de travailleurs et d'étudiants, à se solidariser avec les travailleurs en lutte.* »